

Semaine du 16 au 22 mars 2009

# REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE

---

*Numéro 9*

*Politeia*

Association des Politistes de l'ICES

INSTITUT CATHOLIQUE D'ETUDES SUPERIEURES

# Sommaire

## France politique

- OTAN
- Réforme du travail législatif

## France économie

- Bouclier fiscal

## Europe

- Crise

## Afrique

- Nouveau pouvoir à Madagascar

## Moyen-Orient

- Conflit Israélo-palestinien

## Asie

- Droits de l'homme en Chine

## Divers

- Baisse de l'économie mondiale

## Brèves

# France Politique

⇒ OTAN

*(Le Figaro)*

Nicolas Sarkozy a désormais les mains libres. Par 329 voix contre 238 voix, les députés ont approuvé mardi soir **le choix du président de la République** qui souhaite que la France réintègre le commandement militaire de l'Otan. François Fillon avait engagé **la responsabilité de son gouvernement** sur la politique étrangère de la France. Un vote certes sans suspense - l'UMP étant majoritaire -, mais qui a permis au premier ministre de répliquer fermement aux critiques de l'opposition - y compris **François Bayrou** - et aux quelques réticences de députés UMP, la plupart villepinistes.

Dans un discours de 40 minutes devant un hémicycle clairsemé, il a fait valoir que «les termes du débat ont radicalement changé» depuis la décision du général de Gaulle de quitter le commandement militaire intégré de l'Alliance **le 7 mars 1966**, prise en pleine guerre froide. Il a rappelé la «participation croissante» de la France aux structures de l'Otan depuis les années 80. «Il s'agit aujourd'hui de franchir la dernière marche». Le chef du gouvernement a assuré que **le retour complet dans l'Otan** ne remettrait nullement en cause «l'indépendance de la France. Notre nation ne reçoit d'ordre de personne !».

## «Contrevérité» de l'opposition

Il s'en est également pris à la «contrevérité» de l'opposition, qui affirme que l'indépendance française sera réduite. «Il faut avoir peu confiance en la France pour penser un instant qu'elle puisse être ligotée par sa présence dans un comité», a-t-il estimé. «Nous conserverons l'indépendance de notre dissuasion nucléaire et notre liberté d'appréciation sur l'envoi de nos troupes», a-t-il assuré dans la foulée. «De notre engagement armé en Yougoslavie à celui en Afghanistan, de notre refus catégorique de nous associer à la seconde guerre en Irak à l'initiative franco-égyptienne en faveur de Gaza, la France agit et agira toujours selon ses convictions».

Avec les Etats-Unis, la France est «alliée mais pas vassale, fidèle mais insoumise, toujours fraternelle mais jamais subordonnée». Il a néanmoins insisté sur la nécessité d'une «nouvelle dynamique commune» avec Washington grâce à **l'élection de Barack Obama** sur les dossiers iranien, nord-coréen, afghan ou sur celui de la lutte contre le changement climatique. «La gauche a applaudi à tout rompre cette élection américaine, mais n'hésite pas à marquer sa défiance vis-à-vis de l'Amérique dès lors qu'on évoque l'Alliance atlantique», a-t-il ironisé.

François Fillon a accusé la gauche, «atlantiste quand il fallait être gaulliste, attentiste quand il convenait d'être réactif, nostalgique lorsqu'il s'agit d'être pragmatique», d'être «en retard d'une révolution stratégique». Au passage, il a rappelé que la gauche avait **déposé en 1966 une motion de censure** contre la décision du général de Gaulle de se retirer des structures intégrées de l'Otan, qualifiée alors de «poujadisme aux dimensions de l'univers». «Ce prétendu poujadisme d'hier est devenu votre code de bienséance d'aujourd'hui», a-t-il raillé. «Nous sommes en mouvement, l'opposition est à l'arrêt. Nous regardons le monde, l'opposition s'observe. Nous tentons de saisir le cours de l'histoire, l'opposition tente vainement de la freiner».

## Copé : la France ni «moins forte», ni «moins française»

Invité à répondre au premier ministre, le patron des députés UMP, Jean-François Copé, a assuré qu'en **revenant complètement dans l'Otan**, la France ne serait ni «moins forte», ni «moins française». Il s'en est lui aussi pris à la gauche, qui ne sait «jamais se défaire des clivages partisans» pour «reconnaître l'intérêt de la nation». «A gauche, vous êtes systématiquement contre. Dans les meilleures journées, on a le droit à l'abstention, même quand le consensus serait possible. Non au traité de Lisbonne, non à la réforme des institutions, non à l'envoi de renforts en Afghanistan et aujourd'hui l'Otan...».

Il répliquait lui-même à **l'ex-premier ministre PS Laurent Fabius**, qui estimait quelques minutes plus tôt que le gouvernement et la majorité étaient «complètement à contre-courant». Le général de Gaulle «était opposé au monde bipolaire et il appelait un monde multipolaire. C'est ce que nous, socialistes, nous voulons faire aujourd'hui. Nous sommes ravis de l'élection d'Obama et très admiratifs de ses premiers pas. Mais enfin, nous devons à l'Histoire de rappeler que ce n'est pas avec Obama que Sarkozy a décidé la banalisation de la France. C'est avec le peu regretté président Bush». [\[Retour\]](#)

### ⇒ **Réforme du travail législatif**

**PARIS, 19 mars 2009 (AFP)** - Le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer (UMP) a fait jeudi, dans le cadre de la réforme du travail parlementaire, des concessions à la gauche sur la question controversée d'un "temps global" programmé des débats.

Dans une proposition de résolution qu'il a présentée à la presse, M. Accoyer prévoit notamment qu'un président de groupe puisse s'opposer à ce "temps global" lorsqu'un texte est examiné selon la procédure d'urgence - rebaptisée procédure accélérée (une seule lecture par assemblée).

En outre, le temps de parole des présidents de groupe ne sera pas pris en compte dans le décompte du temps de parole programmé pour le groupe.

Par ailleurs, le temps global attribué aux groupes sera réparti à 60% pour l'opposition et 40% pour la majorité.

Conformément à la révision constitutionnelle de juillet 2008, la proposition met en place deux commissions permanentes supplémentaires (huit au lieu de six).

Le texte crée aussi un comité d'évaluation et de contrôle chargé de l'évaluation des politiques publiques.

"Beaucoup de demandes des groupes ont été acceptées", a indiqué M. Accoyer en admettant qu'il ne "pouvait donner satisfaction à toutes".

Cette proposition de résolution doit être présentée à la commission des lois avant d'être examinée en séance publique et soumise au Conseil constitutionnel.

Entre-temps, l'Assemblée devrait adopter définitivement, mercredi ou jeudi prochain, le projet de loi organique mettant en place le "temps global" fortement contesté par le Parti socialiste. [\[Retour\]](#)

# France économie

## ⇒ **Bouclier fiscal** **(Le Monde)**

Les députés ont rejeté, jeudi 19 mars, les amendements proposant de taxer les plus hauts revenus par mesure de solidarité en temps de crise. Ils se sont offert un long débat, à la fois riche et tendu, sur le principe du bouclier fiscal, et sur ses modalités d'application.

Les chiffres du ministère du budget, montrant notamment que 834 personnes, disposant d'un patrimoine supérieur à 15,5 millions d'euros, se verront restituer 368 000 euros en moyenne par le fisc, ont été longuement commentés et pas seulement à gauche. *"Les circonstances de 2009 ne sont pas celles de 2007. L'intelligence, c'est l'adaptation. Nous sommes confrontés à une crise grave à la fois financière, économique, sociale et morale. Il nous faut donner un signal à l'opinion"*, a fait valoir René Couanau (UMP, Ille-et-Vilaine), partisan d'une suspension du bouclier fiscal. *"Si nous ne donnons pas ce signe, nous commettons une erreur politique majeure"*, a renchéri François Goulard (UMP, Morbihan). *"Bien sûr, lui a répondu Eric Woerth, le gouvernement doit s'adapter mais sans changer d'avis tous les quatre matins en matière fiscale." "Ne nous leurrons pas, a ajouté le ministre du budget, la suspension du bouclier signifierait sa suppression."*

*"La décision du gouvernement revient à faire peser l'ensemble des efforts de solidarité sur la totalité des foyers fiscaux de la classe moyenne (...). Les seuls dans le pays qui soient mis à l'abri des efforts demandés à tous les autres, ce sont les plus privilégiés et les plus riches (...). Le moment va venir où vous ne pourrez pas maintenir une position aussi ouvertement injuste"*, s'est exclamé François Bayrou, le président du MoDem.

Pierre Méhaignerie (UMP, Ille-et-Vilaine), auteur avec Charles de Courson (NC, Marne) de l'amendement sur l'augmentation des impôts des plus hauts revenus, avait été très critiqué en réunion de groupe. Il a souhaité, en séance publique, *"éviter les incompréhensions et les faux procès"*, et mis en garde le gouvernement contre le développement avec la crise d'un *"vif sentiment d'injustice"*.

*"J'ai le mauvais rôle, lui a répondu le président du groupe UMP, Jean-François Copé. C'est plus facile de dire "on va taper sur les riches" que de dire nous avons besoin de chaque Français (...), y compris des plus fortunés"*, a réaffirmé le "père" du bouclier fiscal de 2006. Le débat posé par les modalités d'application du dispositif sarkozien n'est pas clos pour autant. Il réapparaîtra lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2010. [\[Retour\]](#)

# Europe

## ⇒ Crise

**BRUXELLES, 19 mars 2009 (AFP)** - Les dirigeants européens se retrouvent jeudi pour un sommet censé prouver leur forte mobilisation face à la crise, mais ils peinent toujours à se mettre d'accord sur des projets communs de l'UE ainsi que sur des aides supplémentaires pour l'Europe de l'Est.

Lors de cette réunion à Bruxelles, qui débutera vers 16H00 locales (15H00 GMT), les chefs d'Etat et de gouvernement européens entendent serrer les rangs avant le sommet du G20 de Londres du 2 avril, avec la ferme intention de résister aux appels américains à faire davantage pour la relance budgétaire.

Les Etats-Unis militent pour un effort plus intense des Européens et veulent faire de la relance la première priorité pour le G20 de Londres le 2 avril, là où l'Union européenne entend surtout se concentrer sur la réforme du système financier.

"Il serait particulièrement dangereux que des directions contraires soient prises de part et d'autre de l'Atlantique", a jugé jeudi la chancelière allemande Angela Merkel.

Les Européens sont au moins d'accord sur une chose. Ils estiment avoir fait suffisamment pour le moment avec des plans de relance correspondant à 3,3% du Produit intérieur brut de l'UE (400 milliards d'euros) pour 2009 et 2010. Chiffre contesté toutefois, car il inclut la hausse automatique des dépenses sociales induites par la crise.

Les dirigeants devraient conclure lors de leur sommet qu'il faut seulement "poursuivre la mise en oeuvre rapide du plan européen pour la relance économique sur la base du cadre concerté adopté l'an dernier".

Certains s'émeuvent cependant du peu d'annonces concrètes attendues, alors que l'Europe fait face à une récession d'une ampleur inédite au niveau mondial depuis 1945.

"Si nous ne faisons rien d'autre, on risque d'avoir 25 millions de chômeurs en Europe", a mis en garde jeudi à Bruxelles le président du Parti socialiste européen, le Danois Poul Nyrup Rasmussen.

La Commission européenne, qui tente de coordonner les efforts des différents pays, "court derrière les événements", a-t-il jugé. "Nous avons besoin d'un plan de relance beaucoup plus ambitieux et réaliste" en Europe, a ajouté l'ancien Premier ministre.

Illustration des difficultés des Européens à s'accorder sur une partition parfaitement unifiée: ils négocient sans succès depuis décembre sur l'une des rares contributions du budget de l'UE à la relance, des projets d'investissement de 5 milliards d'euros proposés par la Commission européenne dans l'énergie et l'internet.

De nombreux pays trouvent que ces projets sont à trop long terme alors que l'urgence est à la relance immédiate. Berlin soutiendra "des mesures qui prennent l'essentiel de leur effet en 2009 et pas en 2013 ou 2014 quand la crise sera finie depuis longtemps", a souligné Mme Merkel jeudi.

L'Allemagne s'oppose notamment au financement avec ces fonds du projet de gazoduc Nabucco pour acheminer le gaz de la mer Caspienne.

Les dirigeants européens divergent encore sur la nécessité d'aider davantage les pays d'Europe de l'Est en difficulté.

Ils pourraient décider d'augmenter le volume de prêts d'urgence à leur disposition. Mais tous ne sont pas d'accord sur l'intensité du message à adresser aux pays ayant intégré l'UE depuis 2004.

Il ne faut pas "envoyer de mauvais signaux, en mettant sur la table des ressources qui actuellement ne sont pas nécessaires", a estimé un responsable allemand, car cela risquerait d'inquiéter inutilement.

Le Premier ministre tchèque Mirek Topolánek a réitéré jeudi de son côté son opposition à tout plan d'aide général à l'Europe de l'Est. Cela "provoquerait une panique inutile sur les marchés", a-t-il souligné.

[\[Retour\]](#)

## Afrique

### ⇒ **Nouveau pouvoir à Madagascar**

**ANTANANARIVO, 19 mars 2009 (AFP)** - Le nouveau président de transition de Madagascar Andry Rajoelina a annoncé jeudi la suspension des "activités de l'Assemblée nationale et du Sénat", 48 heures après son accession au pouvoir contestée par les Etats-Unis et l'Afrique australe.

Les pouvoirs du Parlement, largement dominé par les partisans de Marc Ravalomanana forcé de démissionner de la présidence, seront exercés par deux nouvelles institutions - une "Haute Autorité pour la transition" et un "Conseil pour le redressement économique et social" - ainsi que par le gouvernement, a déclaré à la presse le nouveau porte-parole du gouvernement, Augustin Andriamananoro.

Cette décision a été annoncée à l'issue du premier Conseil des ministres présidé par M. Rajoelina, 34 ans, surnommé "TGV" pour son caractère fonceur.

La "Haute Autorité pour la transition est garante du fonctionnement régulier des institutions et de la démocratie durant la période transitoire qui ne peut excéder 24 mois", a ajouté le porte-parole.

La Haute Cour constitutionnelle de Madagascar a officiellement entériné mercredi l'accession au pouvoir de M. Rajoelina. Auparavant elle avait validé l'ordonnance par laquelle le président Ravalomanana, lâché par l'armée, a démissionné mardi en transférant les pleins pouvoirs à un directoire militaire, qui les a ensuite remis au chef de l'opposition.

M. Rajoelina, qui a rencontré jeudi le nouvel ambassadeur de France à Madagascar Jean-Marc Châtaigner venu "en visite de courtoisie", a estimé que la question de la reconnaissance de son pouvoir par la communauté internationale ne se posait plus. "La question n'est plus la reconnaissance, mais la façon dont nous allons diriger la transition", a-t-il assuré.

Pourtant, la communauté internationale, restée jusque-là prudente, a commencé jeudi à contester ce changement intervenu à la tête de l'Etat malgache après trois mois de crise entre MM. Rajoelina et Ravalomanana et une centaine de morts.

La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) a indiqué qu'elle ne reconnaissait pas l'ancien maire d'Antananarivo dans ses nouvelles fonctions, appelant l'Union africaine (UA) à faire de même et menaçant de prendre des sanctions.

"La SADC ne reconnaît pas Rajoelina comme président car sa nomination viole non seulement la Constitution de Madagascar mais aussi les principes internationaux comme les protocoles de la SADC, de l'UA et des Nations unies", a indiqué, après une réunion extraordinaire, l'organe de sécurité du bloc régional dont la Grande Ile est membre.

L'Afrique australe, qui entend "aider à trouver une stratégie" de sortie de crise, prévient "qu'en cas de non respect et de non coopération par le régime de facto, la SADC considérerait des sanctions appropriées ou l'utilisation de tous les moyens disponibles pour rétablir l'ordre à Madagascar".

Les Etats-Unis ont de leur côté estimé "non démocratique" ce changement à la tête de l'Etat et annoncé qu'ils étaient "en train d'évaluer l'impact que ce transfert va avoir" sur leurs relations avec le gouvernement de Madagascar.

La Norvège, quant à elle, a décidé de poursuivre le gel de son aide bilatérale, estimée à 10,3 millions d'euros par an.

L'UA a pour sa part reporté à vendredi une réunion sur la situation à Madagascar de son Conseil de paix et de sécurité qui était prévue jeudi à Addis Abeba.

Mercredi, l'ONU avait dit n'être pas en mesure de prononcer sur la légalité du nouveau pouvoir, tout en indiquant ne pas tolérer les "changements de gouvernement anticonstitutionnels". [\[Retour\]](#)

## Moyen-Orient

### ⇒ **Conflit Israélo-palestinien**

**RAMALLAH, 19 mars 2009 (AFP)** - L'Autorité palestinienne a accusé jeudi Israël de mener "une campagne d'épuration ethnique" contre les Palestiniens de Jérusalem, après la délivrance ces dernières semaines de dizaines d'ordres de démolition de maisons dans la partie arabe occupée de la ville.

"On assiste à une escalade sans précédent de la part du gouvernement de l'occupation et de ce qu'ils appellent la municipalité de Jérusalem contre la présence palestinienne à Jérusalem à travers la destruction de dizaines de maisons et la délivrance d'ordres de démolition contre des dizaines d'autres", a déclaré à l'AFP le porte-parole du président Mahmoud Abbas, Nabil Abou Roudeina.

"C'est une campagne enragée menée par la municipalité pour judaïser la ville et en expulser la population palestinienne. C'est une campagne organisée d'épuration ethnique", a-t-il ajouté.

La municipalité israélienne de Jérusalem a émis ces dernières semaines des dizaines d'ordres de démolition de maisons, construites sans permis selon elle, dans des quartiers de la partie arabe de Jérusalem, suscitant une levée de boucliers de la population palestinienne.

Israël n'accorde qu'au compte-goutte des permis de construire aux résidents arabes -- quelque 250.000 -- de Jérusalem-est, où les Palestiniens veulent établir la capitale de leur Etat. L'Etat hébreu considère Jérusalem comme sa capitale "une et indivisible".

L'ONU a également fait part de son inquiétude devant les mesures visant la population palestinienne de Jérusalem.



"Nous sommes très préoccupés par les mesures israéliennes à Jérusalem-est, dont les menaces de nouvelles évictions et la destruction de maisons dans plusieurs quartiers palestiniens de la ville", a déclaré à l'AFP Richard Miron, porte-parole du bureau de coordination de l'ONU à Jérusalem.

"Nous exhortons Israël à répondre favorablement aux appels de la communauté internationale de mettre fin à ces mesures inacceptables", a-t-il ajouté. [\[Retour\]](#)

## Asie

### ⇒ Droits de l'homme en Chine

**WASHINGTON, 19 mars 2009 (AFP)** - Un Chinois, qui dit avoir été espion pour le compte de Pékin, a demandé jeudi aux Etats-Unis de faire pression sur le gouvernement chinois qu'il accuse de mener une vaste opération destinée à éliminer les dissidents dans et hors de ses frontières.

Li Fengzhi, qui demande l'asile politique aux Etats-Unis, s'adressait à des parlementaires américains au Congrès. Les défenseurs de sa cause ont souligné que c'était la première fois qu'un agent des renseignements chinois avait fait défection.

Visiblement nerveux, M. Li a raconté au cours d'une conférence de presse qu'il avait travaillé pendant longtemps au sein du ministère chinois de la Sécurité publique, mais que son travail l'avait rendu "furieux" car il consistait notamment à espionner des dissidents et des groupes religieux.

"Le gouvernement chinois n'a pas seulement recours au mensonge et à la violence pour supprimer les gens favorables à une modeste amélioration des droits de l'homme, il fait aussi tout son possible pour cacher la vérité à la communauté internationale", a-t-il dit.

Li Fengzhi a indiqué que malgré la croissance rapide de l'économie chinoise, "un gouvernement qui supprime et ne respecte pas son peuple ne peut pas être stable".

Agé d'une quarantaine d'années, M. Li a donné peu de détails sur sa vie passée, expliquant qu'il craignait pour sa famille restée en Chine.

L'ancien espion chinois a aussi affirmé que le ministre chinois de la Sécurité publique dirigeait un réseau actif dans le monde entier notamment pour surveiller de près les citoyens chinois hors de ses frontières.

Le Parti communiste "emploie d'importantes quantités d'argent pour supprimer des citoyens ordinaires et étend même ses sinistres tentacules à l'étranger", a-t-il dit, ajoutant qu'il avait fait défection il y a plusieurs années aux Etats-Unis, mais qu'il ne s'était encore jamais exprimé publiquement. [\[Retour\]](#)

## Divers

### ⇒ Baisse de l'économie mondiale

**WASHINGTON, 19 mars 2009 (AFP)** - Le Fonds monétaire international a prévenu jeudi que l'économie mondiale était passée dans le rouge, avec un produit intérieur brut en recul pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, et que le G20 n'en faisait pas assez pour contrer cette crise.

Moins de deux mois après la publication de ses précédentes prévisions, le FMI a indiqué dans une note aux grands pays industrialisés et émergent du G20 qu'il tablait désormais sur une contraction du PIB mondial comprise entre 0,5% et 1% en 2009.

Il a estimé que cette détérioration de la conjoncture justifiait que les pays du G20 prennent de nouvelles mesures contre la crise.

"Il est clair que les perspectives sont de pires en pires au fur et à mesure que nous avançons, et il semble que la récession va se prolonger plus" que le monde ne le prévoyait, a relevé sous couvert d'anonymat un responsable du FMI.

Le dernier trimestre 2008 a été particulièrement catastrophique, avec un recul du PIB mondial de 5% en rythme annuel par rapport au précédent.

Et "la conjoncture mondiale continue de se dégrader au même rythme lors de ce trimestre, si l'on se base sur les statistiques récentes de la production industrielle, du moral des entreprises et des ménages, et du commerce extérieur", selon ce responsable.

L'année en cours devrait être celle d'une "profonde récession" pour les pays développés, avec un PIB en chute de 3,0% à 3,5%.

Aux Etats-Unis, la contraction de l'activité serait de 2,6%, et au Japon de 5,8%. Ces deux pays courent "un risque élevé" de déflation, selon le FMI. En zone euro, ce risque est "modéré", mais le PIB perdrait 3,2%.

La mauvaise santé du secteur financier provoque toujours les mêmes inquiétudes.

"Les interactions négatives entre les secteurs réel et financier se sont intensifiées (...) Les conditions de crédit restent gravement détériorées et l'incertitude pesant sur le bilan des banques reste élevée, compromettant un retour de la confiance des marchés", a constaté le responsable.

Le Fonds estime qu'il appartient au pouvoir politique de réagir encore plus vigoureusement qu'il ne l'a fait.

"Les réponses nationales à la crise mondiale en sont à leurs débuts. (...) Des mesures sont toujours nécessaires pour rétablir la stabilité financière", a affirmé l'institution multilatérale.

Le FMI insiste pour dire qu'au sein du G20, son objectif de consacrer l'équivalent de 2% du PIB à des plans de relance n'avait pas encore été atteint.

Ce point devrait faire l'objet de profonds désaccords lors du sommet du G20 à Londres le 2 avril.

Plusieurs dirigeants européens ont rejeté jeudi les appels du FMI à accentuer l'effort de relance budgétaire, le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker estimant que l'UE avait "fait ce qui est nécessaire", et des ministres soulignant le rôle protecteur du modèle social européen.

Le FMI a critiqué cette analyse. "Certes l'Europe a des stabilisateurs automatiques (ndlr: les dépenses de protection sociale, qui augmentent avec la crise) plus importants, mais ce n'est pas un bon argument. Les Européens ont fait moins que ce que nous pensons nécessaire", a relevé le responsable.

Selon lui, "tous les pays en Europe ne pourront pas en faire plus, certains ont moins de moyens budgétaires que d'autres", mais "certains pays en Europe devraient faire plus, pour contribuer à une demande soutenue en 2010".

La reprise de l'année prochaine devrait en effet être très lente, avec une croissance de 1,5% à 2,5% dans le monde, et de 0% à 0,5% dans les pays développés, avec des économies flirtant au bord de la récession aux Etats-Unis, au Japon et en zone euro, a prévenu le FMI. [\[Retour\]](#)

## Brèves

**MOSCOU, 19 mars 2009 (AFP)** - La Russie et les Etats-Unis ont de bonnes chances d'aboutir à un accord sur la défense antimissile, a déclaré jeudi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Andreï Nesterenko.

"Nous avons potentiellement tous les moyens de nous mettre d'accord sur la défense antimissile", a dit le porte-parole de la diplomatie russe lors d'un point de presse à Moscou.

Les relations russo-américaines connaissent un certain réchauffement depuis l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche.

Les deux pays se sont engagés à renégocier le Traité de réduction des armes stratégiques START-1 qui arrive à échéance en décembre.

Les Etats-Unis veulent aussi associer la Russie à leur projet de bouclier antimissile en Europe auquel Moscou est hostile, estimant qu'il constitue une menace directe à ses portes.

**PARIS, 19 mars 2009 (AFP)** - Le Premier ministre, François Fillon, a de nouveau exclu jeudi soir à TF1 un "nouveau plan de relance" de l'économie même si les Français ont exprimé "une inquiétude très légitime" lors de la journée de mobilisation.

La réponse du gouvernement ne sera "certainement pas un nouveau plan de relance", a dit le chef du gouvernement.

"J'écoute les Français tous les jours, ceux qui ont manifesté aujourd'hui et qui étaient nombreux, qui expriment une inquiétude qui est très légitime face à une crise mondiale d'une très grande gravité", a ajouté M. Fillon.

"J'agis pour les défendre et les protéger", a-t-il affirmé. [\[Retour\]](#)